

Congrès du GIS, 2011.

Articles issus de l'atelier 1-3, «Les enjeux sanitaires et sociaux à l'épreuve de la participation ». Textes de : Mary Charoud ; Elisa Herman ; Pierre-André Juven.

Texte introductif (Emmanuel Picavet [université de Franche-Comté] et Marie-Gabrielle Suraud [université Toulouse - III]).

Les contributions présentées dans l'atelier posent le problème de la participation légitime à la décision, dans des procédures qui ne permettent qu'une représentativité imparfaite (faible, contestée, non théorisée) des publics ou bénéficiaires pertinents. La présence n'est pas, en elle-même, un gage de légitimité ; elle permet cependant, en situation, un travail complexe de construction de la légitimité des interventions d'acteurs qui sont supposés exprimer quelque chose des problèmes et des attentes d'un collectif.

La seconde grande thématique qui émerge de l'atelier est celle de la construction de savoirs et de l'acquisition d'une expertise, chez des acteurs qui ne sont pas des experts en un sens classique (ce qui est au premier plan, en particulier, de l'étude sur la représentation des usagers au sein des institutions hospitalières - un terrain qui engage profondément les rapports entre raison publique, langage expert et force des raisons). Les analyses courantes invitent à examiner le problème en lien avec la sociologie des sciences ou des savoirs universitaires. Toutefois, alors que les médiations entre ces derniers et les expertises en construction dans la société (« savoirs-patients », « savoirs citoyens », « connaissances profanes » et autres savoirs hybrides) sont devenues très nombreuses dans tous les pays développés, on commence à comprendre que des problèmes aigus concernent les médiations avec les normes de la décision administrative et avec les procédures officielles de consécration de la parole experte ou de l'avis scientifique autorisé, comme le suggère ici plus particulièrement l'étude consacrée à l'association « Vaincre la Mucoviscidose ».

Un troisième axe concerne l'articulation parfois problématique entre, d'une part, l'action et la responsabilité publiques et, d'autre part, les dimensions du cadrage et de l'interprétation des actions ou des interventions (souvent en rapport avec des doctrines de référence, comme on le voit dans l'étude d'observation participante consacrée à la présence auprès des femmes en attente de relogement après des violences subies). La référence à des doctrines pose évidemment question du point de vue du respect du pluralisme des convictions dans une société marquée par des aspirations libérales, mais elle peut jouer un rôle structurant dans les pratiques, ce qui mérite examen.